

## LES REDACTEURS



### Adrien LAVAYSSIÈRE

Travaillant dans le domaine des transports, Adrien est co-fondateur d'Osons le Progrès et anime les travaux relatifs au développement territorial. Il s'intéresse particulièrement à la lutte contre les inégalités économiques et sociales entre les territoires ainsi qu'à l'évolution des villes et de leurs zones d'influence.



### Philippe ZAOUATI

Engagé depuis des années dans le développement d'une finance responsable et durable, Philippe a participé à la campagne présidentielle de 2017 comme conseiller d'Emmanuel Macron sur les questions écologiques. Ce même esprit l'a conduit à fonder Osons le Progrès dont il est président.

**Il est temps de revenir sur le bilan des élections municipales. Certains y ont vu une vague verte, d'autres une consolidation de la droite territoriale, d'autres enfin la déroute du parti présidentiel. Marcheurs de la première heure, nous y décelons quant à nous une confirmation paradoxale de la pertinence de la vision « macronienne » ; comme si ces municipales donnaient raison à Emmanuel Macron ; comme si elles venaient confirmer le diagnostic qu'il émettait en 2017, alors candidat à l'élection présidentielle, celui d'une remise en cause des « partis traditionnels », celui d'un dépassement permanent de la vie politique. Sauf que, cette fois, ce sont les échecs de « ses » propres candidats qui lui ont donné raison.**

En 2017, Emmanuel Macron jetait les bases d'une « Révolution » de la méthode et d'un renouveau idéologique :

- un projet fondé sur le triptyque libérer-protéger-rassembler, avec notamment pour objectif de mettre fin aux « assignations à résidence »,
- le rassemblement des volontés convergentes, au-delà des clivages traditionnels, autour de cette vision partagée,
- le renouvellement du personnel politique au profit de l'émergence de personnalités de la société civile,
- la participation et le renouvellement des pratiques démocratiques favorisant le service du projet à celui des ambitions.

Pour porter cette vision, il fallait un nouveau mouvement faisant renaître le « progrès » en politique ; bâti sur un projet et structuré par un maillage militant convaincu et impliqué. Ce fut La République En Marche (LREM). Redonner au progrès une voix politique, positionner le libéralisme non au centre, position réductrice d'une vision bipartite de la politique, mais au-

delà, à part, dans une sphère propre. Non dans un « ventre mou » qui négocie avec la droite et avec la gauche des compromis dégradés au nom du pragmatisme, mais une force politique centrale.

Au lendemain des élections municipales, tout laisse à penser qu'en 2017 Emmanuel Macron avait bel et bien raison sur le diagnostic et les leviers à activer. 2020 l'a confirmé.

Revenons donc sur les principaux éléments du diagnostic et sur la promesse de dépassement.

## LE « PROJET » : ELEMENT CENTRAL DANS LA VIE POLITIQUE.

Si Emmanuel Macron a perdu sa voix au nom du « projet » en décembre 2016 à la Porte de Versailles, trop rares sont les candidats de la majorité présidentielle qui sont allés au-delà du murmure lors des municipales de 2020. Souvent, les candidats estampillés LREM ont réduit la politique locale à une affaire de gestion, niant toute ambition politique et réduisant le projet à une sorte « d'acratie » dans laquelle il s'agit d'organiser une ville et non de la gouverner.

Or, la ville est par essence le lieu de l'expression du projet politique. Cellule de proximité, lieu de vie sensible et immédiat, agora de nos socialisations, la ville (commune, agglomération) est l'échelle idéale de projection, de construction d'une vision partagée, de débat, de mobilisation des « envies » des citoyens pour construire une image de la vi(II)e désirable.

A l'inverse de cette projection, de nombreuses campagnes municipales se sont limitées à proposer un « municipalisme régalien », dont le dytique phare a été la sécurité et la propreté. Naturellement, ces éléments sont importants. Mais, seuls, ils ne répondent pas à l'enjeu de raviver ce qu'est le cœur du progrès : la confiance et l'espérance.

La ville doit « vibrer » de la vision de ses élus ; les citoyens doivent « vibrer » en se projetant dans leur ville dans 6 ou 12 ans ; nul ne vibre en entendant un candidat se limiter à ternir le bilan du sortant. Quelle place pour l'enfance ? La solidarité ? Le logement ? L'innovation culturelle ? La ré-appropriation de l'espace et la protection de la biodiversité ? La production et la consommation d'énergie ? Ce sont ces sujets mêlés qui sont susceptibles de construire une vision politique de la ville désirable et de donner chair à la « politique locale ».

Bien des militants se sont astreints à construire une telle vision ; nombre parmi nous, marcheurs historiques ou nouveaux-venus, avons tenté de raviver le « progrès local » à travers une vision concrète et documentée, pour mettre l'urgence climatique au cœur des politiques publiques et des institutions ; pour le développement d'une « politique de la fonctionnalité » s'attachant à mettre en cohérence la manière d'habiter la ville et la manière de la développer ; pour renouveler nos solidarités intra-urbaines et lutter contre la croissance des inégalités urbaines.

L'échec de ces tentatives est une première explication de la déroute électorale, qui vient valider la pertinence du constat du candidat Emmanuel Macron : « le projet, rien que le projet et la capacité à rassembler autour du projet ».

## LE « RASSEMBLEMENT » : REUNIR AUTOUR DU PROJET PARTAGE

Dès le début du quinquennat, le parti présidentiel était conscient de son absence d'ancrage local. Pour y parvenir, la majorité avait le choix entre deux stratégies :

- celle de la conviction : la conviction, ce n'est pas une crédulité optimiste ; c'est une croyance profonde et passionnée, capable de fédérer les énergies, de donner envie de contribuer non à un « mieux » mais un « nouveau ». C'est cette conviction qui a animé la campagne de 2017 et conduit à la victoire ; d'un certain point de vue c'est ce qui a permis à EELV de conquérir certaines villes, à commencer par Bordeaux.
- celle du marketing politique, c'est à dire dit une stratégie pragmatique et contingente fondée sur le contexte électoral, les bastions à prendre ou les alliances à construire avec les sortants pour s'assurer quelques élus. Cette approche rationnelle trouve pourtant ses limites lorsqu'elle se traduit par un ciblage électoral et que le programme ne sert qu'à transformer la potentialité en votes. La politique se réduit alors à une vision de marché : je vends ce qui s'achète, signe d'un rabougrissement de l'ambition politique.

En démocratie, la politique doit être un processus sain : le candidat du premier tour propose une vision « idéale » autour de laquelle les citoyens se fédèrent ; le candidat du second tour élargit en faisant évoluer son projet avec celui de partenaires compatibles sur le plan des valeurs et des idées ; le candidat élu arbitre ensuite entre la mise en place de son projet et les contingences du réel, en conservant le socle idéologique, le cap de son mandat. Si ces « arbitrages » interviennent dès la phase de conviction, alors le politique se meurt.

Là encore le candidat Emmanuel Macron avait raison : écouter les citoyens, ce n'est pas faire ce qui permet de gagner leurs voix ; c'est envisager ce qui change leurs vies en s'appuyant sur un socle de valeurs ; celle de la justice sociale et de la croissance durable.

Par pudeur, calcul ou volonté de préserver des alliances fragiles, LREM n'a pas été en capacité de faire émerger des visions fédératrices, capables de rassembler par-delà les clivages ; les candidats n'ont pas osé assumer les valeurs que nous leur savons pourtant chevillées au corps pour grand nombre d'entre eux.

## LE « DEPASSEMENT » : NOUVEAU CENTRE DE GRAVITE POLITIQUE

En 2017, Emmanuel Macron promettait de rompre avec une vision historique droite/gauche au profit d'une nouvelle voie. Le résultat des élections municipales est à ce titre paradoxal : les trois partis qui « ont fait la présidentielle » (LREM/LFI/FN) n'ont cumulé que 25% des votes aux municipales ; or, la même semaine, des sondages leur prêtaient 75% d'intention de votes si la présidentielle devait se rejouer le jour même.

Tout se passe comme si le dépassement politique de la présidentielle avait bel et bien éliminé les repères politiques au niveau national... sans être capable d'en recréer de nouveaux, ni d'en décliner l'approche au plus près des citoyens, laissant les électeurs déçus ou déboussolés, et souvent un peu des deux.

Sans qu'une seule raison soit de nature à tout expliquer, la timidité du projet et de l'ambition, à quelques exceptions près, l'absence de ligne politique au profit de tactiques peu lisibles, l'absence de renouvellement du personnel politique, là encore en dehors de quelques exceptions, et plus largement la thèse populiste du « tous les mêmes » continuent de creuser le fossé entre les citoyens et leurs représentants. Et l'abstention massive accentue encore ce sentiment d'éloignement : lorsqu'un maire est élu avec 45% de 33% des électeurs, la question de la représentativité se pose de manière arithmétique et rationnelle.

Un autre constat des municipales est la rupture grandissante entre une France des villes qui vote « écolo » et la France des plus petites communes qui a plié l'élection au premier tour en votant le plus souvent pour la reconduction d'un sortant de droite, avec un questionnement écologique réduit à son plus simple appareil. Le fait qu'il n'y ait pas eu de second tour dans la majorité des communes nous prive d'un enseignement utile : qu'auraient voté ces territoires à l'aune de l'épreuve collective et individuelle de la crise sanitaire ? Auraient-ils donné raison au localisme conservateur ? aux écologistes les plus radicaux ? ou à des libéraux ayant su tirer des enseignements sur le lien entre la mondialisation et le local ?

S'il faut relativiser la vague verte en raison de l'abstention historique et de la concentration des victoires vertes dans les grandes villes, l'écologie est devenue un marqueur central de la vie politique, personne ne peut le contester. Les élections européennes de 2019 avaient déjà montré la prégnance de ces attentes, donnant aux candidats écologistes de bons scores en France et en Europe, dopées par un contexte de mobilisation derrière Greta Thunberg.

Ce marqueur n'a pas été visible dans la campagne des candidats LREM. Au contraire, sous couvert de pragmatisme et de consensualisme, beaucoup ont limité leurs ambitions écologiques. La place de la voiture et le développement des transports publics, la rénovation du bâti, la végétalisation de l'espace public et la protection de la biodiversité, la production d'énergie renouvelable et le droit à l'alimentation saine et responsable n'ont trouvé qu'une place limitée dans les programmes de la majorité, en inadéquation avec des aspirations citoyennes inédites, notamment dans les grandes villes.

Or, l'écologie est perçue par une majorité de l'électorat initial de LREM, comme une avant-garde. En faisant preuve d'une timidité sur le sujet, LREM a appauvri son positionnement progressiste ; elle a privilégié la « modération électorale » au lieu de construire un discours libéral moderne et assumé qui aurait pu offrir un véritable débat entre différentes formes de politiques écologiques, voire même une opportunité de conquête.

Une des explications à cette faiblesse tient à un syllogisme : la victoire sera à droite, l'écologie est un « truc de gauche », donc nous gagnerons sans trop parler d'écologie. Cette logique a conduit la droite de se fédérer et a accéléré le ré-ancrage à gauche de l'écologie.  
**Le parti du dépassement a réinstallé le clivage entre la droite et la gauche.**

\* \* \*

La défaite de la majorité lors des élections municipales, vite éclipsée par le remaniement gouvernemental et le plan de relance, tient nous semble-t-il à un élément majeur : **LREM a**

**cessé d'assumer une ligne résolument libérale au profit d'un centrisme opportuniste,** abandonnant souvent les moussaillons de la première heure désireux de donner aux élections de 2020 un socle audacieux, ambitieux et progressiste.

**Une ligne résolument libérale eut nécessité de faire du programme l'alpha et l'oméga,** en prônant une écologie municipale ambitieuse, systémique et acceptable ; en mettant en œuvre des programmes sociaux en rupture avec l'opposition caricaturale entre argent public et argent privé ; en considérant la sécurité dans un juste équilibre entre la proximité, l'éducation, la prévention et la répression ; en renouvelant la participation citoyenne grâce à de nouveaux outils de concertation (votes électroniques consultatifs, référendums préférentiels locaux) ; en ouvrant plus largement les équipes municipales à la société civile, s'enrichissant de la diversité des parcours et des aspirations ; en axant enfin la campagne sur une vision permettant à chaque citoyen de se projeter dans une commune désirable et durable.

**Une ligne résolument libérale eut nécessité une assise intellectuelle et militante,** qui met le projet et l'ambition au-dessus de la victoire *coûte que coûte*, qui prend le risque de perdre pour se libérer et créer ses chances de gagner.

La vision de 2017 était la bonne. Les élections de 2020 en ont été le contre-exemple. Rien ne permet de penser qu'il en sera différemment aux élections de 2021 et de 2022 si la majorité présidentielle n'est pas en mesure de porter un projet assumé ; un projet social, libéral, écologique ; un projet d'émancipation, celui de chacun pour la conquête de nouveaux droits ; celui de tous par la mise en place de dispositifs de justice sociale renouvelés et capables de mettre fin à la rupture des « nos » France.

**Il ne s'agit pas d'un appel du cœur mais d'un appel d'urgence. Quand on a été le dernier recours contre le désenchantement, désenchanter à son tour, c'est devenir l'accélérateur de fatales bascules.**

**En période d'urgence démocratique, sociale, climatique, territoriale et économique, nous avons une responsabilité : celle de reconstruire un mouvement central, à la convergence des aspirations ; celle de construire un projet de société porté par la ferveur et l'audace ; celle de reconstituer un mouvement plus ouvert au débat contradictoire et capable de donner leurs chances aux talents mêmes iconoclastes ; celle de renouer avec une base militante encore prête à se remettre en marche dès lors que les signaux positifs seront donnés dans le sens d'un projet *plus social, plus écologique et plus confiant.***

Et s'il faut un coup de main, c'est l'objet même [d'Osons le Progrès !](#)



***Osons le progrès !***

Laboratoire  
d'idées progressistes



[www.osonsleprogres.fr](http://www.osonsleprogres.fr)

